

MARIA MANUELA TAVARES RIBEIRO

**LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE FACE À
L'EXPLOSION DES MÉDIAS GLOBAUX**

*La sécurité internationale et européenne
face à l'explosion des média globaux
Bruxelles - 2004*

**International and European Security
versus the Explosion of Global Media**

***La sécurité internationale et européenne
face à l'explosion des médias globaux***

Edited by

Maria Manuela TAVARES RIBEIRO

Renaud de LA BROSSE

Ioan HORGA

Bruxelles

- 2004 -

This volume comprises the papers of the Seminar entitled
**International and European Security
versus the Explosion of Global Media**
that took place in Oradea between October 7 – 11, 2003

This Seminar was organized by the International Centre for Euro-
regional Studies (CICERO) of the University of Oradea, the
International Institute of Administrative Sciences (IISA) of Brussels,
and the Centre for International Studies (CERRI) of
the University of Reims Champagne-Ardenne,
University of Debrecen & by
the Institute of Administrative Sciences of Romania
“Paul Negulescu” (Sibiu)

The seminar was supported by the European Commission,
Project Action Jean Monnet, Budget Line A-3022

Layout by *Ioana Marincaș & Mircea Brie*
Revised by *Carmen Buran*

The full responsibility regarding the content of the papers belongs to the authors.
La responsabilité sur le contenu des articles appartient exclusivement aux auteurs.

ISBN 973-613-568-3

Contens <> Sommaire

Contens o Sommaire	5
Maria Manuela TAVARES RIBEIRO o La Sécurité Internationale et Européenne face à l'explosion des médias globaux.....	7
Maria Manuela TAVARES RIBEIRO o Le Portugal au Conseil de Sécurité des Nations-Unies: 1997-1998.....	10
Michael PALMER o "Communications and Conflict in the Balkans: The 1990s Revisited"	19
Ioan HORGA; Anca BALAȘCO; Adrian POPOVICIU o The National Media Impact on European Security.....	25

Historical, political and civic dimension of the relationship between national media and national security

Michael PALMER o Report on the Section Historical, political and civic dimension of the relationship between national media and national security	42
Marian PETCU o L'audiovisuel en Roumanie - entre Penurie et Abondance -.....	44
Albert E. BARKER o Global Media & Security: Security from What? Threats from Where? Identifying How!.....	56
Klára CZIMRE; István SÜLI-ZAKAR; Károly TEPERICS o Security Issues in the Carpathian Euroregion - the Media Perspective -	62
Fabienne MARON o Le rôle des médias et la sécurité nationale, européenne et internationale	77
Dana PANTEA o Global Media and International Security and Stability	87
Fayçal BOUZENNOUT o Al Jazeera: porte-parole du terrorisme international ou symbole de pluralisme médiatique dans le monde arabe ?	96
Isabel Maria FREITAS VALENTE o La Presse portugaise et le 11 septembre 2001	103
Valentin PESSENKO o Media, Democracy and Security in Contemporary Russia.....	111
Eser KÖKER; Ülkü DOĞANAY o Protest Movements and the Problem of National Security in Turkish Television	118
Valentina PRICOPIE o Légitimation croisée des discours politique et journalistique: les prémisses discursives de la guerre contre l'Irak	130
Mioara PITUȚ o Transparency of Decision-Making in Romania: Challenges for the Media and for the Citizens.....	159
Anastasia -Tessa DOULKERI o The transparency of public life in the Greek Television.....	175
George SURUGIU o Covering International Terrorism After September 11, 2001	182

Which is the place of global media in the democratization of international and European security ?

François DEMERS ◦ Report on the Section Which is the place of global media in the democratization of international and European security ?	192
Renaud de LA BROSSE ◦ Mass Media Monitoring and Content Analysis as a tool to prevent Massive Human Rights Violations : a Necessary Contribution to the International Community's Response to the Problematic of Security.....	195
Gheorghe BICHICEAN; Victor BICHICEAN ◦ Transparence sur les problèmes de la sécurité – une nécessité pour l'opinion publique et pour les média	205
Helena ORTIZ JUAN; Maria Elena MOLINA RUZ ◦ Political Inherent Censorship: Media, Transparency and Secret Services (The Case Of Spain)....	211
Luminița ȘOPRONI ◦ Les effets économiques et sociaux de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le monde globalisé.....	248
Jan WENDT; Karol KOZAK; Marcin TELEPSKI ◦ Transparency, Mass Media, Security and Corruption in Polish Political Life	265
François DEMERS ◦ Journalisme et Internet Défi renouvelé de la gestion des rumeurs et des opérations de désinformation dans le cadre de l'ouverture des frontières informationnelles.....	279
Carmen IONESCU ◦ Les nouvelles dimensions de la sécurité européenne présentées par les agences de presse roumaines	292
Letiția FILIMON; Gabriela CIOT ◦ Intercultural dimension of media.....	301
Allen W. PALMER ◦ Media Transparency: Problems in the New Conceptual Framework of Mass Communication and Democracy.....	308
Simona CABĂU; Mircea BRIE ◦ Social Conflict, Media and Public Security.....	322
Patricia JONASON ◦ Transparence et démocratisation de la sécurité internationale : les législations nationales sur l'accès à l'information (les exemples suédois, français et estonien)	330
David BOTHAM ◦ Practitioner Scholarship: A Media of Communication ...	338
Stjepan MALOVIĆ ◦ Are Media Promoting Terrorism?.....	343
Larisa RANKOVIC ◦ The New York Times Writing about Assassination of Zoran Djindjic	349

La Sécurité Internationale et Européenne face à l'explosion des médias globaux

Maria Manuela TAVARES RIBEIRO*

On a réuni dans ce volume les textes des communications présentées dans le Colloque, organisé par l'Université d'Oradea, l'Université de Reims Champagne – Ardenne, International Institute of Administrative Sciences, Bruxelles, sous le patronage de la Commission Européenne et du Gouvernement de Roumanie, réalisé du 7 au 12 Octobre 2003.

L'ensemble abondant d'information interdisciplinaire et très varié met en relief la complexité et la profondeur du procès historique qui enveloppe l'Europe et rapproche les États les peuples qui en font partie. Le choix du thème est très opportun et est pleinement justifié - hier, aujourd'hui et dans le futur- l'importance des médias pour la sécurité européenne et internationale.

L'intention des organisateurs a été d'assembler des personnalités de différentes formations académiques, enrichies par une grande variété d'expériences culturelles et professionnelles, beaucoup d'entre elles accréditées par des missions relevantes en plusieurs pays européens et extra-européens (des hommes politiques, historiens, journalistes, juristes, économistes, géographes, spécialistes en sciences politiques, en relations internationales, en communication sociale) afin de donner leur témoignage à propos de leurs préoccupations, de leurs points de vue, de leurs perspectives sur une question d'une importance incontournable.

Les analyses, les essais de réponse et les questions ont été variés et sur multiples aspects : d'une Europe de la Culture et de l'Esprit, d'une Europe du Marché Commun, d'une Europe de la Défense et de la Sécurité Commune, d'une Europe Démocratique, d'une Europe élargie en temps de globalisation...

Ce qu'il est ou doit être l'Europe, d'aujourd'hui et de demain, est, à travers les temps, l'objet de réflexions du plus grand intérêt politique, économique, social, religieux, culturel qui assemble de Robert Schuman à Jean Monnet, de Winston Churchill à De Gaulle, aussi bien que d'autres penseurs, philosophes, écrivains, hommes politiques. Malgré cela, le thème n'est plus un sujet réservé seulement aux couches dirigeantes européennes, il intéresse aussi «l'homme commun», l'électeur, l'agriculteur, l'ouvrier, l'entrepreneur, l'émigrant... En dessus de cette généralisation et en lui donnant un sens il y a le fait de l'Europe être sentie, ou pressentie, comme un processus en cours, somme un projet non conclut, comme une tâche inachevée.

Les textes maintenant réunis dans ce volume font témoin de la mémoire collective, de la diversité et de l'unité, des identités nationales et locales, de la participation de l'opinion publique dans le processus de construction européenne, du rôle des médias dans le procès de démocratisation, de l'élargissement, de la sécurité, de la défense, de la conscience européenne.

Les affirmations, les contradictions, les obscurités sont mises en relief dans les réflexions des auteurs, puisqu'elles conditionnent ce processus de construction d'unité plurielle européenne. Des valeurs, des croyances, des idées, des structures culturelles, sociales, politiques et économiques sont en continuelle interaction, et de toutes ces différences l'Europe construit, avec des progrès et des reculs, son unité plurielle. Il a été long – il est long – ce chemin ainsi que le processus de construction européenne est en train d'être complexe et sinueux.

Dans cette rencontre d'analyses pluridisciplinaires et de plusieurs perspectives de réflexion, dans un dialogue rationnel et ouvert on gagnera, certainement, une croissance pour plus fidèlement interpréter l'héritage de l'histoire, l'histoire du présent et du futur de l'Europe.

Le thème incontournable, de ce Colloque et de cet ouvrage, et d'extrême actualité a stimulé des spécialistes, des jeunes étudiants, des professionnels des médias, toujours avec un caractère multidisciplinaire et transversal. Le caractère international, inter-universitaire et inter-institutionnel a permis un dialogue encore plus enrichissant, salutaire et productif.

Cette publication a le grand mérite de contribuer à ranimer l'intérêt du public. C'est aussi, de cette façon, qu'on marche pour la construction

International and European Security versus the Explosion of Global Media
de l'Europe – par le biais d'un dialogue entre l'opinion publique et la construction européenne, dans un dialogue critique entre médias et construction européenne – ceci est aussi un dialogue inséparable de la maturité de l'identité et de la conscience européenne.

J'adresse mes plus vives félicitations à Messieurs les Professeurs Ioan Horga, Renaud de La Brosse, à Mesdames Fabienne Maron, Klára Czimre et à tout le Secrétariat Général du Colloque, puisque qu'on leur doit la lecture au public de ces textes du plus haut intérêt scientifique.

Cette publication est aussi le fruit de la remarquable contribution des institutions qui ont contribué pour la divulgation d'une gamme d'études européennes qui ont analysés les médias de leurs pays, l'idée de sécurité européenne et internationale de l'UE et d'hors du continent européen et de cet ouvrage si important et opportun aux yeux des universitaires, d'experts, et aussi du public, enfin, quiconque qui souhaite continuer à penser et à interpréter l'Europe.

Le Portugal au Conseil de Sécurité des Nations-Unies: 1997-1998

Maria Manuela TAVARES RIBEIRO*

En avril 1997, le Portugal assumait la présidence du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. L'un de ses objectifs fut d'emblée, objectivement et formellement, exprimé: il s'agissait d'analyser, de discuter et de soumettre au débat public la doctrine de *peacekeeping*, doctrine visant à servir d'instrument privilégié pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

On se souvient qu'en 1992 Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire-Général des Nations-Unies, publia un rapport où l'on trouvait l'analyse, parfaitement objective, de la doctrine des Nations-Unies sur les opérations de paix¹.

Comment prévenir et résoudre les conflits? Pour répondre à cette question, les Nations-Unies, adoptant la politique de son Secrétaire-Général, présentèrent en 1992, un "Agenda pour la Paix" où étaient consignés les concepts et les principes de la dite doctrine de *peacekeeping*, laquelle prendrait effet en 1995². Ce document développe l'idée de "diplomatie préventive", autrement dit toute une politique d'information tendant à éviter ou, tout au moins, à diminuer les tensions conduisant aux conflits.

* Professeur de l'Université de Coimbra et Vice-Coordinatrice du Centre d'Etudes Interdisciplinaires du XX^e siècle, Ceis20 – Portugal.

** Je remercie à Monsieur l'Embassadeur António Monteiro par toutes les informations et pour la documentation qu'ils nous ont données, gentilement, pour élaborer cet article et un travail un peu plus développé qui est en train d'être fait.

¹ Boutros Boutros-Ghali, *An Agenda for Peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peacekeeping*. United Nations. 1992.

² Un "position paper" est publié lors du 50^e anniversaire des Nations-Unies. Voir Boutros Boutros-Ghali, *An Agenda for Peace 1995*, 2^e édition, United Nations, 1995.

International and European Security versus the Explosion of Global Media

Je relève cette phrase du texte: "Cette activité se concentre sur des mesures destinées à favoriser ou à rétablir la confiance dans des situations de ce type³". Quels en sont les acteurs? Les États-membres, les organisations internationales et régionales. Dans cette perspective, peuvent être entreprises des opérations de paix à titre de prévention. Songeons, par exemple, à ce qui se passa dans l'ex-Yougoslavie lors de l'opération UNPREDEP dont le mandat se termina le 28 février 1999.

Or l'un des moyens d'action susceptibles d'éviter les conflits consiste à parvenir à un accord entre les parties par des voies pacifiques et dans le cadre tracé par le chapitre VI de la Charte des Nations-Unies. En fait, c'est dans ce cas précis que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies peut jouer un rôle décisif – mettant en oeuvre des méthodes et des procédés qui permettent de résoudre les conflits par la voie pacifique. Le recours à l'arbitrage est également un moyen capital, tout comme l'assistance internationale et l'imposition des sanctions. L'usage de la force peut cependant être autorisée afin d'assurer la paix et la sécurité internationales⁴.

Toutefois, le rapport du Secrétaire-Général des Nations-Unies, datant de 1995, souligne l'importance de la doctrine *peacekeeping*, avec ses trois principes de base: consentement des parties impliquées, impartialité et non-usage de la force⁵.

Comment consolider la paix après le conflit? En quoi consiste le "post-conflict peace-building"?

Cette procédure vise naturellement à empêcher le ressurgissement de conflits armés à travers l'appui à la construction des composantes politiques, économiques et sociales, nécessaires à la stabilisation des conditions de vie dans les sociétés frappées par la guerre.

On s'efforce ainsi de réduire les causes d'origine socio-économique, d'inspirer un climat de confiance de manière à neutraliser ou tout au moins à atténuer les dispositions belliqueuses. Ainsi, le *post-conflict peace-building* vise très particulièrement:

³ Antonio Monteiro et Fernando Andresen Guimarães, "Portugal no Conselho de Segurança 1997-1998: As Nações Unidas e a Consolidação dos Processos de Paz", *Nação e Defesa*, n°91, 2a série. Outono 1999, p. 33.

⁴ Voir l'Article 42 de la Charte des Nations-Unies.

⁵ Voir Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*

- À la démobilisation et au désarmement des parties en conflit;
- Au contrôle des armes légères par leur confiscation et/ou par leur destruction;
- Au programme de déminage;
- À la réintégration sociale des ex-combattants;
- À la transformation des mouvements armés en partis politiques;
- À la restructuration et à l'unification des forces armées et de la police;
- À la réforme du système juridique;
- À la réforme des institutions politiques;
- À la promotion du respect des Droits de l'Homme;
- À la réforme électorale et à la réalisation d'élections;
- Au rapatriement des réfugiés⁶.

Il va de soi que les problèmes économiques doivent être nécessairement pris en considération si l'on veut éviter, grâce au développement, que ne se rallument les conflits. En d'autres termes, la paix et le développement sont intrinsèquement liés: lorsque l'on signe un accord de paix, il est tout à fait indispensable de veiller à sa consolidation. Et celle-ci se fonde sur la planification et la réalisation de programmes de développement.

C'est exactement dans ce sens que le Portugal prit une initiative notable lorsqu'il devint membre provisoire du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en 1997 et 1998.

Le Portugal au Conseil de Sécurité

Quelles furent les raisons de la seconde candidature du Portugal en 1997-1998? Selon les mots du Président du Conseil de Sécurité, António Monteiro, cette candidature ne fut pas "le simple produit d'un laboratoire diplomatique mais... un impératif national". Or, cet impératif national relève de la pressante nécessité d'afficher la nouvelle image du Portugal comme pays-acteur international.

⁶ Voir *An Inventory of Post-Conflict Peace-Building Activities*, United Nations, 1996.

International and European Security versus the Explosion of Global Media

C'est cette volonté qui détermina les forces politiques qui approuvèrent de vive voix, au Parlement, la présence du Portugal au Conseil de Sécurité en 1997-1998. Le Portugal se porta candidat comme membre non-permanent du Conseil de Sécurité et fut élu.

Il importe de souligner que la candidature portugaise s'inscrivait dans une conjoncture où l'on misait, chez nous, sur l'élargissement du rôle du Portugal dans le Monde.

Rappelons, entre autres exemples: la réalisation, en 1996, du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe; la création d'une Communauté de Pays de Langue Portugaise (CPLP); l'élection d'un Président portugais (Freitas do Amaral) pour la cinquantième⁷ Assemblée Générale des Nations-Unies et de l'Ambassadeur José Cutileiro comme Secrétaire-Général de l'Union de l'Europe Occidentale; enfin, la réalisation de l'Exposition Universelle en 1998.

En somme, il s'agissait là d'un ensemble d'actions politiques et diplomatiques visant à donner de la visibilité à un petit pays, qui osait se libérer, depuis quelques années déjà, d'une image héritée d'un régime qui l'avait enfermé dans un coin périphérique de l'Europe.

De fait, le Portugal avait déjà été présent au Conseil de Sécurité dans les années 1979-1980, mettant à profit la consolidation du processus démocratique et son ouverture à l'Europe Communautaire. L'élection du Portugal au Conseil de Sécurité des Nations-Unies fut nettement plus facile en 1979-1980, époque où il avait Malte pour concurrent. En revanche, avoir à vaincre deux pays politiques dotés d'un pouvoir manifestement supérieur, comme l'Australie et la Suède, rendit plus complexe l'élection en 1996.

Comment explique-t-on l'élection du Portugal? Elle se justifiait, d'un côté, par la politique et par la diplomatie portugaises qui se signalaient par diverses initiatives – en Afrique, en Amérique Latine, en Méditerranée. Elle s'expliquait également par l'effort déployé par le Portugal dans le cadre du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). Le pays a voulu s'ouvrir à l'Europe et au Monde.

⁷ António Monteiro, "A presença portuguesa no Conselho de Segurança em 1997-1998", *Política Internacional*, n°19, 1999, p. 163.

Il est bon de rappeler que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies de 1979-1980 avait peu de chose en commun avec le Conseil de Sécurité de 1997-1998.

Cette différence s'éclaire à la lumière des changements survenus, entre-temps, sur la scène internationale. Jusqu'à l'implosion de l'Union Soviétique, le Conseil de Sécurité était un reflet du monde bipolaire: peu actif et manipulé. En 1997, cet organe, d'ores et déjà rénové, cherche à définir ses principaux vecteurs et objectifs, affirmant sa volonté d'intervention dans la vie politique internationale. Moment propice permettant au Portugal de participer et de collaborer à la configuration du profil du Conseil de Sécurité⁸.

La délégation portugaise et la "peace building"

Au moment où le Portugal reprend son activité au sein de cet organe des Nations-Unies, on assiste à une recrudescence des tensions en Afrique.

On constate alors ce que Robert Kaplan a appelé "The Ends of the World". De fait, les événements sur le continent africain – Angola, Congo-Brazzaville, Libéria, Sierra-Leone, Soudan, République Centre-Afrique, Ruanda, Burundi, Ethiopie, Erythrée, Lybie, Sahara Occidental, etc., furent l'objet de l'attention du Conseil de Sécurité et des réunions des Ministres des Affaires Etrangères (septembre 1997 et 1998)⁹. Quelles furent les questions débattues? L'établissement de règles de sécurité dans les camps de réfugiés et la consolidation de la paix en situation de post-conflit.

La présidence portugaise assura la gestion des crises mais il est clair que le cas de la Guinée-Bissau et de l'Angola fut celui qui préoccupa le plus nos responsables. Nulle surprise. Il s'agissait de deux "objectifs prioritaires" de la politique extérieure du Portugal. Ce fut là une opportunité dont on tira le meilleur parti. Il suffira de dire que le Portugal obtint l'insertion juridico-politique de la Guinée dans le cadre du Conseil

⁸ António Monteiro, "Portugal no Conselho de Segurança: o ano de 1997", *Política Internacional*, n°17, 2, 1998, pp. 73-91.

⁹ Le 30 juin 1998, lors de la dernière session de la présidence portugaise du Conseil de Sécurité, Jaime Gaima présida à une séance formelle sur l'Angola.

International and European Security versus the Explosion of Global Media
de Sécurité en 1997. On constitua également un "groupe d'amis de la Guinée-Bissau".

C'est aussi durant la Présidence du Conseil de Sécurité, en juin 1998, que la CPLP (Commission des Pays de Langue Portugaise) se prononça, pour la première fois, dans une déclaration à la presse, sur la question de la Guinée-Bissau.

En ce qui concerne l'Angola, et parce que le Portugal appartenait - en vertu de l'Accord de Bicesse et du Protocole de Lusaca - à la "troïka" des Observateurs du Processus de Paix, le Conseil de Sécurité fit en sorte que la paix soit maintenue et, pour ce faire, réussit à maintenir la Mission d'Observation des Nations-Unies en Angola (MONUA) qui, curieusement, se retira peu après que le Portugal eut quitté le Conseil de Sécurité¹⁰.

Outre celle de l'Afrique, la question de l'Irak occupa le centre des attentions de la Présidence Portugaise. Examinons les principes et les idées qui gouvernèrent son action?

1 - Le principe de la légalité. 2 - Le souci de ne pas porter atteinte aux populations civiles. 3 - La réévaluation globale des sanctions imposées à l'Irak. 4 - Le souci d'éviter que les acquisitions de biens faites par l'Irak soient instrumentalisées par des considérations de nature politique. 5 - La volonté, sans pour autant encourager l'usage de la force contre l'Irak, d'en reconnaître la nécessité dès lors qu'il y aurait violation par l'Irak des délibérations du Conseil de Sécurité.¹¹

De la même façon, l'ex-Yougoslavie a été l'objet d'attentes délibérations de la part du Conseil de Sécurité. La question de la crise du Kosovo apparaissait d'une particulière importance au Portugal, membre de l'OTAN. On sait du reste que le dialogue OTAN-Conseil de Sécurité n'a pas toujours été facile.

La crise nucléaire entre l'Inde et le Pakistan suscita une prise de position: se virent condamnés tous les essais nucléaires: fait sans précédent puisque jamais auparavant le Conseil de Sécurité ne s'était prononcé sur des questions de ce type.

¹⁰ António Monteiro, "A presença portuguesa no Conselho de Segurança em 1997" - 1998, cit., pp. 167-168.

Si dans l'agenda du Conseil de Sécurité, Timor-oriental ne fut jamais un thème d'analyse, c'est précisément parce qu'il était entendu qu'on ne devait pas intervenir sur le processus de négociations entre le Portugal et l'Indonésie. Le Conseil jugea cependant qu'il lui fallait agir pour accélérer la marche vers l'autodétermination.

D'après ce qui précède, on peut conclure que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies sous la présidence portugaise, en 1997-1998, chercha à rendre son action plus efficace. Cet organe n'en fut pas moins, et de façon croissante, marginalisé, comme l'affirme Judith Miller dans *The New-York Times*¹². N'assistait-on pas alors, selon la formule du président portugais, António Monteiro, à une "certaine crise d'identité"? Il fallait, à son avis, l'imputer à une nette inadéquation du mécanisme du Conseil de Sécurité à la société internationale issue de l'après-guerre froide.

Il devenait nécessaire, en effet, que le Conseil, sans renoncer à ses compétences, les adapte à la réalité. Mais ne devait-il pas aussi faire preuve de plus de transparence dans son action? Ce qui, indubitablement, lui assurerait une efficacité et une productivité plus grandes.

La presse et le Conseil de Sécurité

A. M. Rosenthal, chroniqueur du *Financial Times*, affirmait que durant les premières décennies des Nations-Unies les réunions du Conseil étaient ouvertes, le public pouvant voir et entendre tout ce qui s'y passait. Cette ouverture perturbant les diplomates, les réunions eurent désormais lieu à huis clos et la presse n'eut droit qu'aux "briefing bones"¹³.

Or, renversant cette attitude et montrant qu'une plus grande transparence entraînerait plus d'efficacité, la présidence portugaise – en 1997 et 1998 – chercha à lever tous les obstacles au caractère public de ses travaux. Aussi le Conseil fut-il ouvert aux organisations non-gouvernementales.

¹² Judith Miller, dans *The New-York Times*. Voir António Monteiro, art. cit., p.171. On lira aussi Richard N. Haass, "A Question of Force", *Financial Times*, 11 janvier 1999.

¹³ A. M. Rosenthal, "The U. N. Suicide Road", *New-York Times*, 15 janvier 1999.

International and European Security versus the Explosion of Global Media

Rappelons que la responsabilité revint au Portugal d'amener le mouvement d'Amnistie Internationale à rencontrer les membres du Conseil de Sécurité.

Une politique de transparence et d'ouverture se fit également sentir dans les relations du Conseil avec la presse. Cependant, s'il est vrai que certains périodiques étrangers – le *Financial Times*, le *New-York Times*, entre autres – signalèrent certaines activités menées sous la présidence portugaise du Conseil de Sécurité, le fait est qu'au Portugal les échos en restèrent très assourdis.

Si l'on parcourt les journaux de grande diffusion nationale, le *Jornal de Notícias*, le *Público*, le *Diário de Notícias*, l'*Expresso*, on constate la rareté, voire l'inexistence de nouvelles relatives à l'action du Portugal au sein du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

On ne trouve aucune prise de position critique, aucune information journalistique susceptibles d'éclairer le public portugais sur l'importance de la représentation nationale au sein d'un organe supérieur des Nations-Unies¹⁴.

En dépit de la durée limitée du mandat – 1993, 1998 - la discussion y porta sur des thèmes de particulière importance, et parmi eux: les questions humanitaires, les droits de l'homme, les mesures de consolidation de la paix, la méthodologie et le concept de sanction, la protection des enfants dans les conflits armés, l'appui aux réfugiés.

Responsabilité, transparence, complémentarité – trois vecteurs, trois objectifs visés sous cette présidence, avec pour fin dernière le rapprochement du Conseil de Sécurité de la totalité des membres des Nations-Unies.

Dans quel but? Afin de renforcer la légalité internationale, de consolider la paix, et pour faire en sorte que la paix ne soit pas une pure utopie¹⁵.

¹⁴ Voir, cependant, l'article d'Adriano Moreira, "As directivas da defesa nacional", *Diário de Notícias*, 18 avril 1997, p. 16. L'auteur souligne l'importance de la présence du Portugal au centre de décision des organisations de sécurité.

¹⁵ Lire António Monteiro, art. cit., pp. 173-174, António Monteiro, "Portugal no Conselho de Segurança: o ano de 1997", *Política Internacional*, vol. 2, n°17, Primavera-Verão 1998, pp. 72-91.

Le Portugal a-t-il fait avancer les choses dans ce sens? A-t-il réussi, investi de la présidence d'un organisme de sécurité internationale, en 1997-1998, à contribuer à l'établissement d'un ordre international favorisant la paix entre les peuples?

Question que nous ne faisons que soulever dans l'attente d'une analyse critique que l'historien, en son temps, proposera au public.

Pour élaborer cet article j'ai consulté et j'ai analysé les Actes des Réunions ouvertes du Conseil de Sécurité pendant la Présidence du Portugal en avril/97 et en avril/98. – United Nations Security Council. Fifty-second Year – 3773rd Meeting, April, 1997, New York ; Security Council Provisional Schedule for April 1997; Security Council Provisional Schedule for June 1998; . – United Nations Security Council. Fifty-third Year – 3900th Meeting, June, 1998, New York. J'ai lu plusieurs conférences et textes non-publiés de l'Embassadeur António Monteiro à propos de l'expérience portugaise dans la Présidence du Conseil de Sécurité des Nations Unies.